

Bidonvilles, retour d'expériences

MARTINE HOSSELET-HERBIGNAT

Né dans un bidonville aux portes de Paris en 1957, le Mouvement ATD Quart Monde s'est développé ensuite dans plusieurs autres bidonvilles de la région parisienne et d'ailleurs. Une politique de résorption de ces bidonvilles a été mise en œuvre dans les années 60 et 70 par les pouvoirs publics. Le mal-logement n'a pas pour autant disparu : *barríos* et *slums* n'ont cessé de s'étendre partout dans le monde. Dans son rapport du 30 décembre 2015, Leilani Farha¹, caractérise le « sans-abrisme » comme : « [...] Une crise mondiale [...] qui requiert une réponse mondiale immédiate. Il concerne tous les contextes socio-économiques – les pays développés, émergents et en développement, qu'ils connaissent la prospérité ou l'austérité. »²

Dans les pays du Nord, l'hébergement, prévu comme salle d'attente vers un logement digne de ce nom, est souvent devenu un système hypertrophié et complexe où s'égarait durablement des familles sans abri. En urbaniste engagé, Jean-Pierre Charbonneau³ note : « Il s'agit de travailler sur ce qui est, la ville, ses quartiers, ses espaces, ses usages, sa vie sociale [...] Le but n'est pas de construire une ville nouvelle idéale mais d'améliorer la ville existante, d'en prendre soin telle qu'elle est, de faire que l'on y vive plutôt mieux. ». Paradoxalement, dans les *chabolos* de Madrid, à Toulouse⁴ et ailleurs, la pauvreté et la précarité des habitants, associées à l'hostilité des pouvoirs publics, ont pu jouer en faveur d'une organisation collective efficace. Des mouvements émancipateurs émergent pour rappeler aux élus que leurs politiques sont la plupart du temps inadaptées aux véritables besoins. Dans les mégapoles du Sud et les pays en développement, les habitants des bidonvilles ont fait de la résistance leur quotidien : « Nous sommes tous dans le même malheur alors le peu que tu as, tu le partages avec l'autre. Nous avons toujours vécu comme ça. »⁵ Tout en analysant : « Un État responsable devrait faire beaucoup d'efforts pour que les bidonvilles n'augmentent pas, parce qu'il y a beaucoup de conséquences sur la vie des gens. Tant qu'il n'y a pas une véritable politique inclusive – cela veut dire que chaque citoyen est mobilisé – cela ne peut pas vraiment marcher. »⁶

Théâtres de multiples tensions et de grande violence, oubliés des services de l'État, ces « habitats non ordinaires » constituent désormais le lot d'une moitié au moins de l'humanité actuelle. Ils interrogent en profondeur notre capacité à vivre ensemble car « un droit qui n'est pas universel demeure un privilège et se révèle dès lors fragile »⁷, ce « droit d'habiter la terre », dont Joseph Wresinski disait que les plus pauvres en étaient interdits. ■

1. Rapporteuse spéciale auprès du Conseil des droits de l'homme.

2. Extrait cité par Xavier Crépin, dans son article p.18.

3. Voir l'article p. 41.

4. Voir les articles de Ch. Vorms et de Th. Couderette.

5. Voir l'article des membres d'ATD Quart Monde en Haïti, p. 37.

6. *Idem*.

7. Selon les mots de Paul Bouchet, ancien Président d'ATD Quart Monde et ancien président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.